



Les comptes économiques de la Martinique en 2006

L'investissement soutient toujours la croissance

Éric MORIAME et Agnès GRELICHE, INSEE, Direction Antilles-Guyane

En 2006, la croissance de l'économie martiniquaise est estimée à 2,8 % en volume, selon les premières estimations des comptes économiques rapides. Elle s'avère un peu moins forte qu'en 2005, année marquée par un haut niveau d'investissement et une croissance robuste de 4,4 %.

Cette hausse, qui égale la croissance annuelle moyenne de ces dix dernières années, reflète une phase de consolidation économique. Le Pib par habitant, de 19 050 euros, progresse de 2,5 % compte-tenu d'une croissance démographique estimée à 0,7 % par an.

Ce résultat s'inscrit dans un contexte particulièrement dynamique : porté par une accélération de la croissance mondiale, le Pib français augmente de 2 % en 2006, et celui de la zone caraïbe de 8,3 %.

Les tensions sur les prix à la consommation sont restées vives, sous l'effet de la forte hausse des prix des services et de l'énergie. La consommation des ménages, dont les revenus ont augmenté modérément, a difficilement résisté : elle s'infléchit, pour atteindre 1,6 % en volume.

Les investissements, en hausse toujours soutenue, demeurent le principal moteur de la croissance en 2006. Ils augmentent de 5,8 % et contribuent pour 1,3 point à la hausse du Pib.

L'industrie profite de ce mouvement : elle est l'un des secteurs les plus dynamiques en 2006, avec une valeur ajoutée en progression de 3,7 %. Le BTP fait aussi preuve d'un réel dynamisme, tandis que le secteur des services affiche un bilan plus contrasté. Seule l'agriculture, en baisse pour la 4^{ème} année consécutive, reste à l'écart du mouvement de consolidation observé.

En 2006, le PIB augmente de 2,8 %

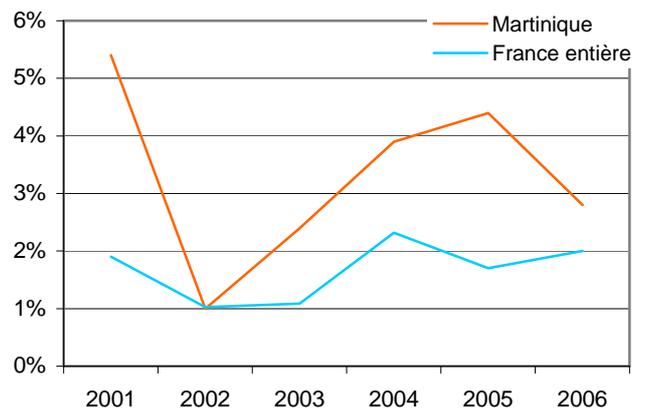
Évolution des principales opérations sur biens et services, en %

	Évolutions en volume			Valeurs 2006 (millions d'euros)
	2004 RD*	2005 RI*	2006 PR*	
PIB	3,9 %	4,4 %	2,8 %	7 648
Consommation finale des ménages	1,2 %	2,8 %	1,6 %	4 709
Dépenses des touristes	4,6%	- 6,1%	5,1 %	291
Formation Brute de Capital Fixe	11,1 %	9,5 %	5,8 %	1 692
Importations	4,6 %	7,5 %	4,7 %	2 584
Exportations	-7,9 %	7,0 %	7,3 %	606

* RD : Résultats détaillés ; RI : Résultats intermédiaires ; PR : Premiers résultats

Une croissance toujours supérieure à la moyenne

Évolution comparée du PIB martiniquais et français, en volume et en %



Les comptes économiques rapides 2006

Les **comptes économiques rapides pour l'outre-mer (CEROM)** sont produits par l'INSEE, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM. Ils visent à mettre à disposition du public une estimation provisoire des principaux agrégats économiques de l'année précédente. En Martinique, ces comptes sont diffusés depuis 2006, au titre des comptes de l'année 2005. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières informations disponibles de l'année écoulée : il ne s'agit donc pas de comptes définitifs. Les estimations présentées feront l'objet de révisions successives, fonction de l'avancement de la collecte des données portant sur 2006.



En 2005, le haut niveau d'investissement (+9,5 %) avait tiré la croissance martiniquaise à 4,4 % en volume. Cette année encore, l'investissement est le principal moteur de la dynamique économique de l'île. La croissance apparaît toutefois mieux répartie entre les entreprises et les ménages, seconds contributeurs à la croissance.

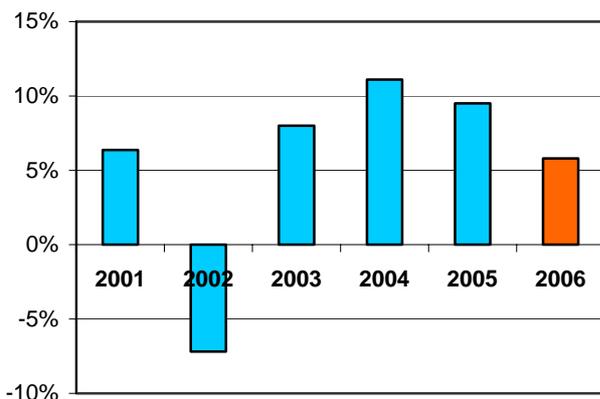
Un investissement soutenu

La croissance de l'économie martiniquaise en 2006 est une nouvelle fois portée par l'investissement réalisé. Celui-ci progresse de 5,8 % en volume, en léger repli par rapport à 2005 (9,5 %), et contribue pour 1,3 point à la hausse du Pib. Il s'explique principalement par les commandes de biens d'équipement (+9 %) des entreprises et des collectivités. Par ailleurs, l'encours global des crédits à l'équipement progresse de 19 % soit un rythme supérieur à celui de 2005. L'investissement public, en hausse de 2,3 % en valeur, se révèle moins dynamique qu'en 2005, mais reste bien orienté, grâce au budget d'investissement de l'État, qui augmente de 14 %. Enfin, l'investissement immobilier progresse de 3,5 % : cette bonne orientation trouve probablement son origine dans les effets induits par la défiscalisation, la progression des prix des loyers et la fin des financements institutionnels pour la période 2000-2006 (DOCUP, Contrat de Plan État-Région...). L'encours des crédits à l'habitat des particuliers croît toujours vigoureusement (+12 %), tandis que les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel augmentent de 2,1 %.

Au final, et pour la quatrième année consécutive, le taux d'investissement (FBCF/PIB, de 22 % en 2006) est supérieur à la moyenne nationale (20 %).

L'investissement est toujours soutenu

Évolution de l'investissement, en volume et en %



Moindre progression de la consommation

La consommation des ménages ralentit en 2006 : elle ne progresse que de 1,6 % en volume, c'est à dire moins vite que le Pib, à la hausse duquel elle contribue pour 1 point. Cette faiblesse s'explique par une progression limitée des revenus : si les prestations sociales versées en 2006 augmentent de

3,5 %, les augmentations salariales ont dans l'ensemble été modérées. Le relèvement du smic de 3 % en milieu d'année, et la faible revalorisation du point indiciaire dans la fonction publique (+1,2 %), conduisent globalement la masse salariale distribuée à n'augmenter que de 2,3 %, après 4 % en 2005. Cette moindre revalorisation s'inscrit dans un contexte de hausse des prix contenue, mais dont le niveau est suffisamment élevé (2,4 %, comme en 2005) pour atténuer les gains de pouvoir d'achat. La poussée du prix des services de 2,7 %, et dans une moindre mesure des prix de l'énergie, de plus de 8 %, a sans doute fait obstacle à une consommation plus dynamique.

Dépenses mesurées des administrations

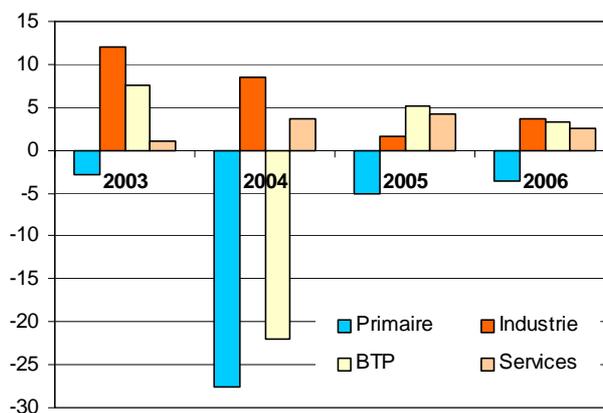
Les dépenses des administrations continuent de croître au rythme de 2 % en 2006, après 5,1 % en 2005. Elles alimentent la demande, et contribuent ainsi pour 0,8 point à l'augmentation du Pib, ce qui en fait le troisième moteur de la croissance en 2006.

Bonne tenue du BTP et de l'industrie

Le secteur du BTP profite de la hausse soutenue des investissements : il est resté l'un des plus dynamiques en 2006, avec une valeur ajoutée en progression de +3,3 %, après les +5,2 % de 2005. L'investissement en logements est stimulé par un contexte de taux d'intérêt modérés, l'allongement de la durée moyenne des crédits octroyés, et le dispositif de défiscalisation. L'activité immobilière en profite d'ailleurs, avec une hausse de 3,3 %.

Croissance modérée sauf dans le primaire

Évolution de la valeur ajoutée par secteur, en volume et en %



L'industrie bénéficie des investissements importants réalisés ces dernières années. C'est le principal secteur porteur, avec une croissance de 3,7 % en volume, après +2,1 % en 2005. Plus de 190 entreprises ont été créées dans ce secteur en 2006.

Celui des services évolue un peu plus lentement que le Pib (+2,5 %, après +4,3 % en 2005). Si les services aux entreprises et les services financiers affichent de bons résultats, ceux rendus aux particuliers s'inscrivent en retrait, face à la demande peu soutenue des ménages.

Situation dégradée dans l'agriculture

L'agriculture est en baisse pour la 4^{ème} année consécutive (-3,6 % en volume), en raison des difficultés des filières traditionnelles, la banane (-6 %) et la canne (-22 %). Les mauvaises conditions climatiques, et le passif des fortes pluies de 2004 et 2005 ont encore affecté la campagne sucrière. Productivité et rendement sont en baisse : le tonnage récolté, de 165 000 tonnes, chute de 23 %. Il s'agit du tonnage le plus faible depuis un quart de siècle. Cette récolte réduite a eu des conséquences sur la production de rhum (-7 %) et de sucre, dont la valeur ajoutée se maintient toutefois. Les exportations de bananes baissent de nouveau de 5 %, et le prix moyen payé aux producteurs s'effondre de 39 %. Les surfaces récoltées passent sous les 7 000 ha, en baisse de 5 %.

Les touristes reviennent

L'activité touristique a renoué avec la croissance en 2006. Le nombre de visiteurs dépasse les 500 000 pour la première fois depuis l'année 2000. Les dépenses des touristes dans l'île progressent de 5,1 % en volume, après avoir chuté de 6,1 % en 2005. Pour autant, elles ne retrouvent pas leur niveau antérieur, et la valeur ajoutée du secteur de l'hôtellerie-restauration en profite modérément (+1,3 %). Le taux moyen d'occupation des hôtels est néanmoins en hausse de 6,3 points sur un an, et frôle les 60 %, essentiellement au profit de la grande hôtellerie (3 étoiles ou plus). La croissance de 1,2 % du trafic passager à l'aéroport de Martinique - Aimé Césaire est principalement liée aux bons résultats de la liaison transatlantique. Enfin, le tourisme de croisière se stabilise, après le recul marqué de 2005.

Effets limités sur l'emploi

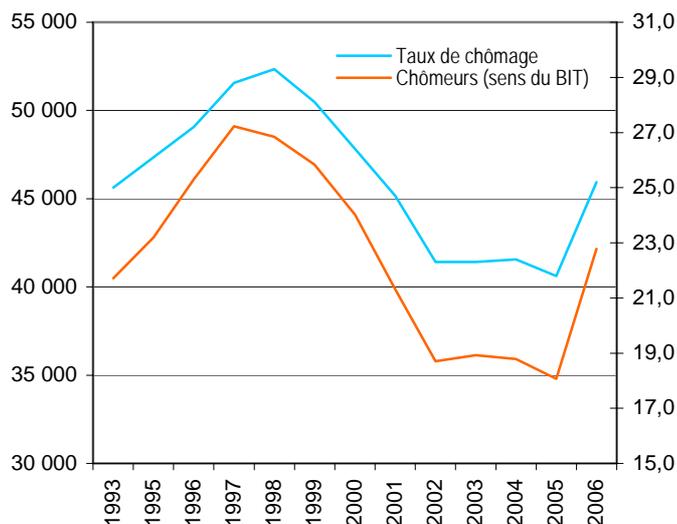
Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie 1 inscrits à l'ANPE en fin de mois, qui était de 37 700 en moyenne en 2005, est en baisse de 3 %, à 36 500. Cette décreue bénéficie cependant peu aux femmes, aux jeunes et aux chômeurs de longue durée. L'emploi salarié suivi par l'Unedic augmente dans le même temps de 5,5 % en 2006. En conséquence, le montant des allocations chômage servies par l'ASSEDIC baisse de 5,9 %, pour atteindre 166 millions d'euros.

En raison de l'arrivée de 7 000 actifs supplémentaires sur le marché du travail, le taux de chômage au sens du BIT est néanmoins reparti à la hausse, à 25,2 %.

Le nombre de bénéficiaires du RMI est en léger repli, soit -0,3 % en 2006.

L'emploi stagne, le chômage progresse

Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT

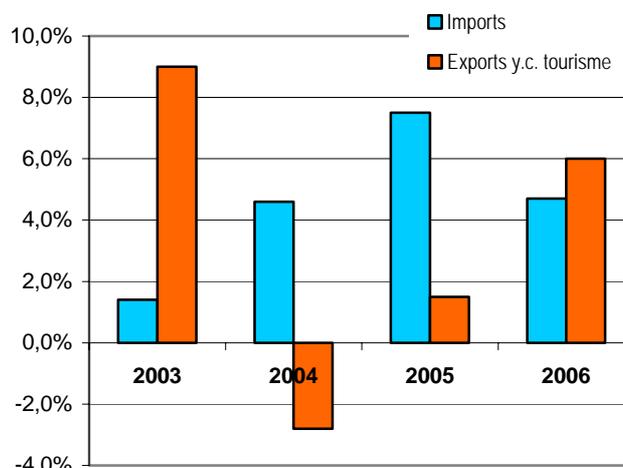


Commerce extérieur : l'influence du pétrole

La montée des prix du pétrole explique largement la hausse des prix à l'exportation (+16,5 %), comme à l'importation (+3,7 %). La hausse des cours enregistrée sur les marchés mondiaux, conjuguée à la mise aux normes européennes des installations de la SARA, a eu un impact sur la production et la vente de produits raffinés, dont les volumes réexportés en Guadeloupe augmentent de 8 %. A l'inverse, le prix export de la banane et les volumes exportés sont en nette baisse. Le solde du commerce extérieur se dégrade légèrement, et flirte désormais avec les 2 milliards d'euros. Hors tourisme, le taux de couverture des échanges atteint 23,4 % contre 20,5 % en 2005.

Dégradation modérée du commerce extérieur

Évolution des échanges extérieurs en volume, en %



L'économie de la Martinique en 2006

Compte d'exploitation des branches

en % et millions d'euros

	Évolutions en volume				Valeurs (en millions d'euros)	
	2004	2005	2006	Prix 2006/2005	2005	2006
	RD*	RI*	PR*		RI*	PR*
Production	4,4	3,7	2,5	2,9	12 027	12 685
Consommations intermédiaires	7,8	3,5	2,6	3,3	5 454	5 777
Valeur ajoutée	1,8	3,9	2,4	2,6	6 573	6 908
Dont :						
Secteur primaire	-27,5	-5,0	-3,6	7,8	161	168
Industrie	8,5	1,7	3,7	1,2	556	584
Construction	-22,0	5,2	3,3	2,9	430	458
Services	3,7	4,3	2,5	2,6	5 697	5 989
- dont privés	5,5	3,9	2,8	3,0	3 436	3 637
- dont administrés	1,0	4,9	2,0	2,0	2 261	2 352
Masse salariale	-0,5	4,0	2,3	2,4	4 149	4 348
	Évolutions en valeur					
Excédent brut d'exploitation	6,4	7,8	5,5	-	2 251	2 331
Revenu disponible brut des ménages	3,0	5,1	4,3	-	5 195	5 417

* RD : Résultats détaillés ; RI : Résultats intermédiaires ; PR : Premiers résultats

La valeur ajoutée par grands secteurs d'activité

La valeur ajoutée globale progresse de 2,4 % en volume (après 3,9 % en 2005). C'est le résultat d'une évolution favorable de l'ensemble des secteurs d'activité, hors secteur primaire. L'industrie et la construction sont en hausse respective de 3,7 % et 3,3 %, après avoir enregistré en 2005 des résultats plus contrastés (respectivement +1,7 % et +5,2 %). Le secteur tertiaire continue de progresser (2,5 % après +4,3 % en 2005). L'agriculture chute à nouveau (-3,6 %) après trois années consécutives de forte baisse.

Les prix

Le prix du PIB augmente de 2,2 %, après 3,4 % en 2005. L'indice des prix à la consommation des ménages augmente au même rythme qu'en 2005 (+2,4 %).

Les salaires

La masse salariale progresse à un rythme moins élevé qu'en 2005 : +2,3 % en volume après +4 %.

Bibliographie

« Les comptes économiques des DOM », consultables sur www.insee.fr/martinique

« La Martinique en 2006 », rapport annuel de l'IEDOM – juin 2007

« L'année économique et sociale 2006 en Martinique », Antiane-Eco n°69, Insee – septembre 2007

Les publications CEROM aux Antilles-Guyane

Martinique

« L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? » – juin 2005

« L'investissement, pilier de la croissance martiniquaise » - septembre 2006

« Les entreprises de Martinique » - septembre 2007

Guadeloupe

« Une économie en déficit ... d'image » – juin 2004

« Après le trou d'air, un rétablissement délicat » - septembre 2006

A paraître :

Le bilan macroéconomique de la Guyane

Des comptes rapides construits avec le modèle TABLO-Martinique

Le modèle **TABLO-Martinique** est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. En Martinique, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits. Il est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. Ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.